



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations**

Environnement Biologique
30, rue de l'Hôtel de Ville
CS58434
79024 Niort

Niort, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCEA PELLETIER

Le Chiron
BREUIL CHAUSSEE
79300 Bressuire

Références : 2026 00977
Code AIOT : 0057900149

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement SCEA PELLETIER implanté Le Chiron BREUIL CHAUSSEE 79300 Bressuire. L'inspection a été annoncée le 05/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre d'un signalement relatif à un rejet d'origine inconnu dans le fossé longeant la route départementale D960 bis localisé en contrebas de l'exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA PELLETIER
- Le Chiron BREUIL CHAUSSEE 79300 Bressuire
- Code AIOT : 0057900149
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation avicole comprenant 4 bâtiments d'élevage de volailles de chair connu au titre des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) sous le régime de l'autorisation,

autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2343 du 13 mars 1992 et réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4641 du 2 mai 2007).

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Epandage et traitement des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > II.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des constats observés et des déclarations de l'exploitant, les justificatifs demandés devront être transmis selon le délai imparti pour permettre de poursuivre les investigations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Épandage et traitement des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Rejet
Prescription contrôlée : Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.
Constats : Un signalement a été transmis, faisant référence à un rejet d'origine inconnu dans un fossé situé en contrebas de l'exploitation. <u>Au niveau du fossé :</u> Présence d'une buse sortant d'une parcelle située entre la route départementale D 960 bis et la parcelle située en contrebas de l'installation (parcelle ne faisant pas partie de l'ICPE). Un écoulement incolore se déverse de cette buse dans le fossé qui longe la route départementale D960 bis et qui se jette en aval dans le ruisseau nommé "l'Argent". A la sortie de cette buse, un dépôt de matière de couleur marron clair est visible. L'exploitant déclare que cette canalisation ne provient pas de son élevage, qu'il s'agit d'un drain alimenté par les eaux de la parcelle voisine à son site ou paissent des bovins., que ce drain s'écoule en période pluvieuse. L'inspection sur site n'a pas mis en évidence de canalisation provenant de l'installation et se déversant dans le fossé en question. Le fossé présente un dépôt de matières de couleur grise à marron clair plus ou moins épais sur plusieurs mètres jusqu'à la zone de jonction avec le ruisseau nommé "l'Argent". L'exploitant déclare que ce fossé n'est pas entretenu, que l'écoulement est difficile, que les eaux stagnent provoquant ainsi cette matière observée. <u>Au niveau de l'installation :</u>

<p>Il a été constaté que les deux fosses à lisiers sont pleines de lisier.</p> <p>Il a été constaté des traces d'écoulement depuis la partie nord-est de la grande fosse à lisier le long de la haie qui traverse la parcelle en contrebas de l'installation vers le fossé, objet du signalement. Les traces d'écoulement sont assez marquées sur certaines zones (formant une rigole) avec la présence d'un sol humide, boueux et mou, certaines zones sont dépourvues de végétation et sur d'autres un jaunissement de la végétation est observé.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'il n'y a pas eu d'écoulement malgré les pluies des dernières semaines.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Justifier les traces d'écoulement émanant de la grande fosse à lisiers.</p> <p>Transmettre les plans des réseaux des effluents d'élevage, des eaux usées et des eaux pluviales.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Exploitation conforme à la demande</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est (...) exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Présence de 4 bâtiments d'élevage (partie est du site) et de deux fosses à lisier dont l'implantation est conforme au dossier de demande de modification du 8 juillet 2021.</p> <p>Exploitation de canards dans les bâtiments alors que l'exploitant avait déclaré lors de l'appel téléphonique préalable au contrôle ne pas avoir d'animaux depuis 1 an et demi. Il a été demandé à l'exploitant de communiquer les effectifs présents sur le site. Selon sa déclaration, 47500 canards sont présents sur le site (14000 dans le bâtiment 4, 14000 dans le bâtiment 3, 13500 dans le bâtiment 2 et 6000 dans le bâtiment 1) en comptabilisant le lot arrivé le jour du contrôle alors que selon les déclarations de mises en place fournies par le service santé et protection animales, 61607 canards seraient présents sur l'installation.</p> <p>De plus, selon sa déclaration, l'exploitant a mis en place des canards en fin d'année 2025 et il dit ne pas en connaître l'effectif exact. Selon les déclarations de mises en place transmises par le service santé et protection animales sur la période du 08/10/2025 au 14/11/2025, 62502 canards auraient été mis en place.</p> <p>L'effectif autorisé et notifié dans la prise d'acte du 25 août 2022 est de 93500 animaux équivalents volailles soit 46750 canards de chair or l'effectif présent sur le site serait selon les informations du service santé et protection animales, de 61607 canards, soit 14857 canards de plus qu'autorisé.</p> <p>Présence de 4 petits bâtiments sur la partie ouest du site. Ces bâtiments sont actuellement vides et sont utilisés selon la déclaration de l'exploitant pour une activité d'élevage de dindes festives alors que selon le dossier du 8 juillet 2021 et la prise d'acte n° A6404 du 25 août 2022, il est indiqué l'arrêt de l'atelier dindes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cesser l'exploitation des effectifs pour lesquels vous n'êtes pas autorisé et ce dès la mise en place des prochains lots et fournir les justificatifs de mises en place du prochain lot dans chaque bâtiment.</p>

Transmettre un dossier pour l'augmentation des effectifs de canards et l'activité dindes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Autre, Registre des effectifs
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ; Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Absence de mise à disposition des registres à jour des effectifs d'animaux présents sur le site et exploités durant l'année 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre les registres de tous les effectifs d'animaux, canards et dindes, par bâtiment, exploités actuellement sur le site ainsi que ceux exploités durant l'année 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Fosse
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.
Constats : Présence de deux fosses à lisiers pleines. L'exploitant a déclaré qu'elles seront vidées dans une semaine et demie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre des photographies des fosses vides.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois